



Département des
institutions, de la culture,
des infrastructures et des
ressources humaines
(DICIRH)

Centre de compétences sur les
marchés publics – CCMP-VD

Place de la Riponne 10
1014 Lausanne

Lausanne, le 24 juin 2025

Procédure de contrôle des soumissionnaires et de leurs sous-traitants dans le cadre de l'attribution de marchés par l'Etat de Vaud

Aux termes de l'article 26 de l'Accord intercantonal du 15 novembre 2019 sur les marchés publics (AIMP), l'adjudicateur s'assure que les soumissionnaires et leurs sous-traitants remplissent les conditions de participation, dont en particulier le respect des exigences définies à l'art. 12 AIMP, qu'ils ont payé les impôts et les cotisations sociales exigibles et qu'ils ne concluent pas d'accords illicites affectant la concurrence.

Les exigences de l'art. 12 AIMP sont le respect des dispositions relatives à la protection des travailleurs, des conditions de travail, des obligations en matière d'annonce et d'autorisation mentionnées dans la loi sur le travail au noir (LTN), des dispositions relatives à l'égalité de traitement salarial entre femmes et hommes, ainsi que le respect des prescriptions légales relatives à la protection de l'environnement et à la préservation des ressources naturelles en vigueur au lieu de la prestation.

Par conditions de travail, on entend les dispositions impératives du code des obligations concernant le contrat de travail, les dispositions normatives contenues dans les conventions collectives et les contrats type de travail ou, à défaut, les conditions de travail usuelles dans la région et dans la branche (art. 3, let. d AIMP).

Afin de s'acquitter de ses obligations, le pouvoir adjudicateur soumet les procès-verbaux d'ouverture des offres (contenant le nom des soumissionnaires parties à la procédure) et les listes de sous-traitants aux Commissions professionnelles paritaires (CPP) compétentes pour contrôle.

En vertu des articles 12, al. 5 et 6 AIMP et 8, alinéa 2 de la loi du 14 juin 2022 sur les marchés publics (LMP-VD), les contrôles de l'application des conditions de travail par le soumissionnaire et ses sous-traitants sont en effet effectués par les organes paritaires institués par les conventions collectives de travail. Ces derniers informent, d'office ou sur demande, l'adjudicateur de l'ouverture des procédures de contrôle, de leur résultat et des éventuelles mesures prises.

La procédure de contrôle des soumissionnaires et de leurs sous-traitants se déroule comme suit :

A. Pour les procédures ouverte, sélective et de gré à gré au sens de l'art. 21 al. 2 AIMP (« gré à gré exceptionnel »)

1. Contrôle des conditions de travail

Les procès-verbaux d'ouverture des offres contenant les raisons sociales des soumissionnaires et les listes des sous-traitants potentiels jointes aux offres sont envoyés aux Commissions professionnelles paritaires (CPP) compétentes au moyen de l'adresse suivante :

➤ marchepublic@cppvd.ch

Le délai de réponse n'excédera pas 10 jours ouvrables. Les pouvoirs adjudicateurs peuvent obtenir l'une des cinq réponses types suivantes) :

1. **Rien à signaler** (l'entreprise est en ordre et a fait l'objet d'un contrôle dans les 12 derniers mois) ;
2. **Contrôle en cours** (une procédure a été lancée : a) l'entreprise collabore mais l'analyse des pièces n'est pas encore terminée ; b) l'entreprise ne collabore pas) ;
3. **Mise en conformité en cours** (des corrections ont été exigées et le délai court toujours) ;
4. **Pas en ordre** (l'entreprise : a) ne respecte pas la CCT ; b) ne s'est pas mise en ordre ; c) n'a pas payé la peine conventionnelle relative aux CCT, adressée par la commission professionnelle paritaire compétente) ;
5. **Entreprise inconnue** (les CPP ne se positionnent pas lorsqu'une entreprise cantonale, extra-cantonale ou étrangère lui est inconnue).

Les CPP centralisent les demandes de contrôles pour les métiers suivants :

- asphaltage et étanchéité ;
- carrelage ;
- chauffage et ventilation ;
- construction métallique ;
- échafaudage ;
- électricité ;
- ferblanterie et installations sanitaires ;
- paysagistes vaudois ;
- parquet et revêtements de sols ;
- plâtrerie et peinture ;
- maçonnerie et génie civil ;
- menuiserie, ébénisterie et charpenterie ;
- métiers de la pierre ;
- travaux spéciaux en résine ;
- vitrerie et miroiterie ;
- nettoyage pour la Suisse romande ;
- nettoyage des textiles (blanchisseries) ;
- architectes et ingénieurs vaudois ;
- ingénieurs géomètres vaudois.

2. Contrôle du travail au noir

Le pouvoir adjudicateur est tenu de vérifier que les soumissionnaires et leurs sous-traitants ne figurent pas sur les deux listes du SECO suivantes :

- Liste des employeurs qui ont fait l'objet d'une condamnation entrée en force, prononcée en vertu de la loi fédérale concernant des mesures en matière de travail au noir (LTN) pour violation grave ou répétée de l'obligation d'annonce ou de l'obligation d'obtenir un permis conformément au droit des assurances sociales ou au droit des étrangers et qui sont exclus des marchés publics au niveau suisse.

Nom du fichier : [Employeurs ayant fait l'objet d'une sanction entrée en force \(art. 13 LTN\) – \(site internet SECO – Loi sur le travail au noir, § « Sanctions »\)](#)

- Liste des employeurs qui ont fait l'objet d'une sanction selon la loi sur les travailleurs détachés (LDét) et qui font l'objet d'une interdiction d'offrir leurs services en Suisse.

Nom du fichier : [Liste des employeurs qui font l'objet d'une interdiction d'offrir des services en Suisse \(site internet SECO – Détachement de travailleurs en Suisse, § « Sanctions »\)](#)

3. Contrôles des autres exigences

Le pouvoir adjudicateur doit s'assurer du respect des autres conditions de participation de l'art. 12 AIMP (ex : protection des travailleurs, égalité de traitement salarial entre femmes et hommes, protection de l'environnement et préservation des ressources naturelles).

Il peut le faire, par exemple, au moyen d'une déclaration (engagement sur l'honneur) conformément à l'art. 26, al. 2 AIMP.

Des modèles d'engagement sur l'honneur applicables aux soumissionnaires et à leurs sous-traitants figurent en annexe du présent document. Ces engagements doivent être remis lors du dépôt des offres.

L'adjudicateur peut, le cas échéant, prévoir de ne requérir qu'auprès de l'adjudicataire pressenti les engagements sur l'honneur relatifs aux sous-traitants de ce dernier.

Les contrôles cités aux chiffres 1, 2 et 3 précités doivent être exécutés à la suite de l'établissement du procès-verbal d'ouverture des offres et, dans tous les cas avant de procéder à l'adjudication du marché. Ils doivent également être effectués en cours d'exécution du marché lors de tout changement de sous-traitant. Ces contrôles trouvent également application pour les marchés attribués de gré à gré au sens de l'article 21, al. 2 AIMP (gré à gré « exceptionnel »).

B. Pour les procédures de gré à gré et sur invitation

1. Contrôle des conditions de travail

Le pouvoir adjudicateur est tenu de vérifier avant le lancement de la procédure que les entreprises (futurs soumissionnaires) à inviter à une procédure sur invitation ou à une procédure de gré à gré respectent les conditions de travail.

Le contrôle des conditions de travail relevant de la compétence des Commissions professionnelles paritaires (CPP), il est recommandé au pouvoir adjudicateur de contacter les CPP pour obtenir tout renseignement y relatif.

Le pouvoir adjudicateur soumet les listes de sous-traitants aux Commissions professionnelles paritaires (CPP) pour contrôle.

2. Contrôle du travail au noir

Le pouvoir adjudicateur est tenu de vérifier avant le lancement de la procédure que les entreprises (futurs soumissionnaires) à inviter à une procédure sur invitation ou à une procédure de gré à gré ne figurent pas sur les deux listes du SECO susmentionnées.

3. Contrôle des autres exigences

Le pouvoir adjudicateur doit s'assurer du respect des autres conditions de participation de l'art. 12 AIMP (ex : protection des travailleurs, l'égalité de traitement salarial entre femmes et hommes, protection de l'environnement et préservation des ressources naturelles).

Il peut le faire, par exemple, au moyen d'une déclaration (engagement sur l'honneur) conformément à l'art. 26, al. 2 AIMP.

Des modèles d'engagement sur l'honneur applicables aux soumissionnaires et à leurs sous-traitants figurent en annexe du présent document. L'adjudicateur peut se limiter à demander les engagements des sous-traitants uniquement de la part de l'adjudicataire pressenti.

Les contrôles cités aux chiffres 1, 2 et 3 ci-avant (cf. p. 4) doivent également être effectués en cours d'exécution du marché lors de tout changement de sous-traitant.

Pour tout complément d'informations, vous pouvez contacter le Centre de compétences sur les marchés publics à l'adresse internet suivante :

➤ info.ccmp@vd.ch

Annexes : (tirées de la DRUIDE 1.2.3 - Procédure et décisions d'adjudication des marchés publics de l'Etat de Vaud)

- Engagement sur l'honneur du candidat ou du soumissionnaire
- Engagement sur l'honneur du sous-traitant
- Engagement à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes du candidat ou du soumissionnaire
- Engagement à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes du sous-traitant
- Engagement à respecter les conditions de travail internationales du candidat ou du soumissionnaire
- Engagement à respecter les conditions de travail internationales du sous-traitant